

COMMUNICATION DIGITALE ET INSÉCURITÉ AU MALI

Soumana Koné,

Docteur en sciences de l'information et de la communication (SIC), enseignant-chercheur de techniques d'expression et de communication (TEC) à l'institut universitaire de gestion de l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako, au Mali. vanazou@gmail.com

Résumé

Une crise multidimensionnelle secoue le Mali depuis une décennie (2012-2022), avec un aspect sécuritaire plus aigu ; les antagonistes de l'Etat malien sont multiples (terroristes, "djihadistes", brigands, indépendantistes) avec un accent particulier sur ceux qu'on appelle les "djihadistes" (Ce mot est mis en signe distinctif car pouvant être galvaudé par connotation mais ayant une dénotation noble en Islam). L'insécurité étant presque le quotidien des maliens, l'apport des médias sociaux, en l'occurrence WhatsApp, fait l'objet de cette étude. Il est question de déterminer les impacts de l'usage de WhatsApp sur la crise sécuritaire au Mali ; l'interrogation sur le mode d'emploi que les internautes de WhatsApp font de la question sécuritaire au Mali, et les éventuels impacts, a pu trouver des éléments de réponse, en utilisant une approche empirique d'observation des exemples de publication. Les trouvailles vont du faux et l'usage de faux à l'exagération en passant par faire gober une information, entre autres. Le mode d'emploi observé de WhatsApp, dans cette étude, frise plus la négativité, en traitant les sujets sécuritaires du Mali. Un insignifiant réseau de partage qui se transforme en puissant moyens d'information et de communication, avec un effet énorme de joignabilité de l'opinion publique, WhatsApp (comme les autres médias sociaux) se présente en arme redoutable de conquête, en ayant comme corollaire de nourrir et de magnifier le sensationnel, a contrario du rationnel, d'étouffer l'esprit d'analyse et le jugement sain voire d'atténuer l'intelligence.

Mots-clés : *Insécurité ; E-ommunication ; WhatsApp ; Mali*

Abstract

A multidimensional crisis has been shaking Mali for a decade, with a more acute security aspect; the antagonists of the Malian state are multiple (terrorists, "jihadists", brigands, separatists) with particular emphasis on those who are called "jihadists" (This word is put in a distinctive sign because it can be overused by connotation but has a noble denotation in Islam). Insecurity being almost the daily life of Malians, the contribution of social media, in this case WhatsApp, is the subject of this study. It is a question of determining the impacts of the use of WhatsApp on the security crisis in Mali; the interrogation on the mode of use that WhatsApp Internet users make of the security issue in Mali, and the possible impacts, was able to find some answers, using an empirical approach of observation of cases of publication. The findings range from forgery and the use of forgery to exaggeration, passing information on, among others. The instructions found for WhatsApp, in this study, border more on negativity, by dealing with security issues in Mali. An insignificant sharing network that turns into a powerful means of information and communication, with an enormous effect of reaching public opinion, WhatsApp (like other social media) presents itself as a formidable weapon of conquest, having as a corollary to nourish and magnify the sensational, on the contrary to the rational, to stifle the spirit of analysis and sound judgment or even to attenuate intelligence.

Key words: *Insecure; E-communication; WhatsApp; Mali*

Introduction

Le Mali connaît une crise sécuritaire sans précédent depuis 2012 : pour la toute première fois, l'insécurité a fait perdre à l'Etat le contrôle des deux tiers du territoire envahis et détenus principalement par le MNLA, le MUJAO, le AQMI³⁰. Les mécontentements et affrontements intercommunautaires sont multipliés à travers le pays, surtout au nord et au centre. L'élément déclencheur a été la rébellion touareg en janvier 2012 qui a conduit à un coup d'Etat au régime du président Amadou Toumani Touré en mars 2012 d'où l'intervention, pendant la transition, de l'opération française « Serval » en janvier 2013.

³⁰MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad ; MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest ; AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Une intervention qui expliquait la déliquescence de la crise sécuritaire, voire le risque d'embrasement à l'ensemble du Mali. Depuis lors, les préoccupations des différents dirigeants successifs et de la population semblent être le rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire. A l'instar du président ATT, son successeur, Ibrahim Boubacar Keita, démocratiquement élu, en août 2013, en a également fait les frais car Ila aussi fait l'objet d'un autre coup d'Etat en août 2020, après sa réélection en 2018, sur fond de contestations politico-sécuritaires. Les autorités militaires issues de ce coup d'Etat et qui assurent la transition aujourd'hui ont effectué un deuxième coup d'Etat au président de la première phase de la transition, Bah N'Daw, en mai 2021, huit mois après sa nomination par leurs soins, pour raison implicite de différence de vue concernant l'approche sécuritaire du pays, en termes de choix des alliés stratégiques (la France ou la Russie). La crise sécuritaire au Mali ne concerne pas que les forces armées au pouvoir et sur le terrain mais aussi la population malienne qui en pâtit et y intervient à sa manière, à travers les moyens des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Des nouveaux champs d'expression ont vu le jour au Mali par l'événement de l'internet, des médias sociaux, en l'occurrence WhatsApp. La prise de parole dans l'espace public a pris des nouvelles orientations susceptibles d'appréhender, d'alerter et d'influer sur la crise multidimensionnelle au Mali. Il s'agit réellement d'une explosion totale et rapide de l'usage des moyens et outils de la communication digitale par presque toutes les couches de la société malienne. C'est surtout le web et ses produits dérivés qui font l'objet d'une consommation démesurée, dans un contexte de mutation instantanée et diversifiée des NTIC. Ces nouveaux médias utilisés en ligne, l'internet et ses sous-produits, permettent une vaste joignabilité, à un temps record, plus que les médias traditionnels et c'est à portée de main à travers un smartphone qui devient de plus en

plus l'ami inséparable de tout le monde. L'usage a transformé les réseaux sociaux en média : de banals réseaux de partage, ils deviennent aujourd'hui un véritable espace d'expression et de puissants moyens d'information de de communication, avec la possibilité de personnalisation et d'interaction, à la différence des médias traditionnels. Le réseau social propose l'échange entre les internautes des vidéos, articles de presses, photos, sites internet, des options de statuts ou des services de messagerie et de discussion instantanée (chat), en tant que média social ou plateforme assurant la création de profils et de mise en contact entre amis, connaissances familiales, professionnelles ou autres. Il s'agit, dans cette étude, de déterminer les impacts de l'usage deWhatsApp sur la crise sécuritaire au Mali. Il est question de savoir: Quels usages les internautes de WhatsAppfont de la question sécuritaire du Mali, et avec quels impacts ? Le postulat de base de cette étude est que les internautes font un usage inapproprié deWhatsAppen traitant le sujet sécuritaire au Mali. De ce fait, l'objectif principal est de parvenir à déterminer les impacts de l'usage deWhatsAppdans la crise sécuritaire au Mali et le résultat attendu serait de connaître les éventuels effets positifs mais aussi des impacts négatifs de cet usage sur la crise sécuritaire au Mali. Pour atteindre l'objectif, nous procéderonspar une approche empirique, autrement dit, à partir de l'observation, illustrer le postulat par des exemples info-com en ligne (occurrences significatives), permettant d'infirmier ou de confirmer l'hypothèse de base.

Comme schéma de travail, nous aborderons, dans les lignes qui suivent, après cette introduction, un développement articulé autour du concept média social, en l'occurrence WhatsApp, des six cas d'exemple de publication retenus, leurs réactions et analyses, avant de terminer par une conclusion.

Développement articulé

Après avoir été réservé aux militaires, à la crème du web et au milieu universitaire de recherche, nous assistons à l'usage de l'internet à une allure effrénée, notamment, les médias sociaux où les contenus multimédias et l'information abondent. La propagation de l'internet dans le domaine collectif (familles, rues, services) a eu comme corollaire des millions d'internautes à travers le monde, formant très souvent une même communauté, sans distinction de pays, de races ou de couches sociales, qui utilisent ses différents services (téléchargements, visioconférences, envois et réceptions de messages, recherches d'information, chat, e-mailing). C'est l'avènement du web 2.0, en 2005, qui a consacré l'explosion des internautes, en mettant à leurs dispositions l'interactivité en temps réel et dans toutes les directions d'où l'échange instantané d'un internaute avec des milliers d'autres. SixDegrees.com fit le 1^{er} site de média social, en 1997 ; il mettait à la disposition seulement de configurer une page de profil, d'élaborer des listes de contacts et de faire de la messagerie au sein du réseau (ce qui était une révolution). De ce fait, la différence entre média social et réseau social est que le média social est le véhicule du réseau social ; autrement dit le réseau social constitue un ensemble d'internautes faisant partie d'un même groupe social sur un média social ou plusieurs. Les différents types de médias sociaux sont entre autres : Forum (Doctissimo, Forum-auto, Cyberbricoleur, Comment ça marche) ; Blog (blogueur, WordPress, Typepad) ; Wiki (Wikipedia, Wookipedia, brickipédia) ; Microblog (Twitter, Google buzz) ; Réseau social (Facebook, Google+, LinkerIn, Orkut, Friendster, Tagged, MySpace) ; Service de partage (YouTube, Dailymotion, FlickrR, Delicieuse, Deezer, Slideshare) ; Agrégateur (Digg, Reddit, Fuzz, TapeMoi, Posterous, Friendfeed, Tumblr) ; Jeux sociaux (Farmville, Mafia War, Texas HoldEmPoker) ; FAQ collaborative (Quora, Stackoverflow) ; Géolocalisation (Foursquare, Facebook-

Places, Gowalla); Applications mobiles de discussion (SnapChat, WhatsApp, Kik Messenger, Viber, Imo, Tango, Twoo). L'expression réseau social a pris actuellement le sens générique de favoriser l'interaction et le lien social entre les internautes, en tant que plateforme.

Pour le besoin de notre étude, à défaut d'utiliser facebook (un média social de type réseau social de référence au monde, avec 2,895 milliards d'utilisateurs, en 2021, selon OH T'AS RI !³¹, une agence sociale, media et influence), nous avons utilisé une application mobile de discussion, qui est aussi un média social, en l'occurrence WhatsApp, pour lequel, nous sommes un habituel usager. Acquis, en 2014, par Facebook à coût de 22 milliards de dollars dont 17 milliards en actions Facebook, WhatsApp a été créé en 2009 par Jan Koum et Brian Acton, deux anciens employés de la société américaine Yahoo!. L'expression fait allusion à une formule de la langue anglaise pour s'enquérir de l'état de l'autre à savoir What's up? (Qu'est-ce qu'il y a?). Une application mobile multiplateforme, d'un peu plus de 2 milliards d'utilisateurs en août 2021 selon OH T'AS RI !, WhatsApp met à la disposition des internautes une messagerie instantanée à travers les téléphones mobiles et l'internet.

La méthodologie utilisée étant empirique, nous avons observé et retenu, de façon aléatoire et sans critères de choix, six exemples de publication sur la crise sécuritaire au Mali, à travers trois groupes WhatsApp; c'est à raison de deux publications par groupe WhatsApp que les occurrences significatives ont été choisies, traitant chacune le thème sécuritaire au Mali. A partir d'un postulat (hypothèse), la technique d'analyse est théorique. La méthode de collecte des informations étant l'observation, la technique opératoire serait la lecture et l'analyse et nous permettra d'avoir des renseignements, informations, explications voire infirmé ou de confirmer l'hypothèse.

³¹Dans un article intitulé LES CHIFFRES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EN 2021 ! 6 août 2021

1. Le 1^{er} cas de publication

Notre premier cas d'exemple de publication sur la situation sécuritaire du Mali concerne une audio accompagnée d'une légende. Publiée le 05 juin 2022 à 10h 22 minutes sur le groupe whatsapp *les enseignants de l'IUG*³² et avec la mention écrite, en bas « Message de Chekh Tidiane Gadio Ancien Ministre Sénégalais des Affaires étrangères en soutien au Mali ». Une audio de 3 minutes 37 secondes que voici la transcription :

« Message de soutien au peuple frère du Mali. Bonjour, je viens apporter mon soutien au peuple frère du Mali en tant qu'africain, africain de l'Ouest, en tant que sénégalais, en tant que malien, en tant que africain, en tant que panafricaniste et en tant que membre de l'ethnie peulh ; donc, je suis peulh et je suis africain et je suis malien. Pourquoi, j'insiste beaucoup en disant que je suis peulh : comme vous avez remarqué, ces derniers temps, les médias mainstream de la France-Afrique ont accéléré la cadence ; ils ont tenté tout pour déstabiliser le régime de transition malienne, ils n'ont pas réussi ; maintenant, ils n'ont qu'à dresser les ethnies les uns contre les autres, comme ils l'ont su bien faire depuis des siècles. Aujourd'hui, ils sont entrain de faire croire au monde entier que les peuples frères du Mali sont entrain de s'entretuer et que les peulhs sont devenus les victimes du gouvernement de transition militaire ; ceci est archi-faux, nous savons très bien que le gouvernement de transition est entrain de faire un très bon travail et que le peuple malien, dans son intégralité, soutient la transition. Alors, donc, je lance un appel à mes parents peulhs : il ne s'agit pas d'une affaire d'ethnie ici, il s'agit de la nation malienne, il s'agit de l'Afrique. Le peulh n'a jamais été menacé au Mali et ne sera jamais menacé au Mali ; par contre, tout peulh qui veut s'identifier comme "djihadistes" qui vont soutenir des forces pour détruire la transition, pour détruire le Mali sera

³²Un groupe whatsapp des enseignants et personnel de l'Institut Universitaire de Gestion de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako. Créé le 13-01-2019 à 22h 50, c'est un groupe de 141 participants.

considéré ennemi et traité comme tel. Je vous dis, je suis peulh et je soutiens les peulhs mais je ne peux pas accepter que les peulhs se fassent manipuler et deviennent des terroristes dans cette Afrique là (Il dit la même idée en peulh) ; donc, soyez conscients, refusez qu'on vous dresse les uns contre les autres. La France-Afrique est entrain d'abattre ses dernières cartes, elle est aux abois ;il ne lui reste qu'à jouer sur les fibres ethniques ; on a vu la récente sortie de l'imam, Mahamoud Dicko, haaa ! sans doute, on lui a donné quelques milliards, par-ci par-là ;on a vu les médias, on a vu les rapports de l'ONU, on a vu toute sorte de choses que la France-Afrique est entrain de faire, elle n'a jamais reçu parce que les autorités de transition du gouvernement du Mali savent où est-ce elles vont ;le peuple malien est fier, l'Afrique est fière et nous soutenons ce peuple-là, nous soutenons ces militaires. Aujourd'hui, je me sens vraiment malien à cent pour cent ; j'aime ce pays ; je veux même avoir la nationalité malienne ; vraiment, j'aime ce pays-là, ça! c'est cette Afrique là que nous voulons ;donc, chers parents peulhs, chers parents soninkés, chers parents bambaras, chers parents dogons refusez que les occidentaux, que l'OTAN, que les médias mainstream vous utilisent pour vous dresser les uns contre vos frères ; ils n'ont jamais été de votre côté ; ils ne vous ont jamais soutenus ; c'est eux qui ont détruit les grands empires africains ; c'est eux qui ont esclavagisé nos parents ; c'est eux qui nous ont colonisés ; c'est eux qui font la néo-colonisation ; ils sont responsables de tous nos malheurs. Aujourd'hui, ils vont venir : haaa on tue les peulhs au Mali, c'est archi-faux, on tue des terroristes ; quand, on trouve un terroriste, on l'abat, point. Quand un soninké est terroriste, on l'abat, point. Il n'y a pas de peulh, il y a la nation malienne ; nous sommes des maliens, il faut que ça rentre dans vos têtes (Il dit l'idée de manipulation en peulh). Voilà ! Mes prières et mes pensées à la nation malienne, au peuple frère du Mali. Bye ! Merci ».

1.1. Les réactions du 1^{er} cas de publication

La 1^{ère} réaction à cette publication a été faite 10 minutes après (10h 32) en ces termes :« ... en apostrophant le publicateur ...,

j'adhère à 100% au message mais la voix n'est pas celle de Cheikh Tidiane Gadio ». La réponse du publicateur survient 2 minutes après (10h 34) : « *OK. Stp c'est la voix de qui ?* ». L'autre réplique, à une minute de près : « *L'esprit du message est très africaniste et panafricaniste donc je le partage sans retenue mais la voix n'est pas celle de Cheikh Tidiane Gadio* ». A la même minute (10h 35), le premier qui a posté l'audio fait un signe de « *Ok* » et le second de même, avant qu'à 11h 21 un troisième internaute n'intervient en ces termes « *Vous avez tout à fait raison. La voix ne ressemble pas à celle de Gadio que j'apprécie beaucoup* ».

C'est au soir, à 20h, qu'un quatrième et dernier internaute clôt les interventions, sur ce thème touchant la sécurité au Mali, en postant un message, au parfum de droit de réponse à l'audio :

« Message de Cheikh Tidiane Gadio

“Chers amis,

Chers compatriotes,

Vous avez sûrement été émus voire consternés de lire cette introduction courageusement anonyme d'un son audio ciblant essentiellement la communauté peule du Mali.

L'auteur écrit et je le cite :

“Message de Cheikh Tidiane GADIO Ancien Ministre Sénégalais des Affaires étrangères, en soutien au Mali”.

Quand un ami malien m'a fait écouter l'audio en question dont l'auteur n'a ni ma voix, ni mes positions panafricanistes connues et respectueuses de toutes les communautés du grand peuple africain, je lui ai fait la réponse suivante :

“Bonjour cher frère. Je ne sais pas qui est à la source de cette erreur, mais cet audio n'est pas de moi. Je ne connais pas son auteur non plus.

Moi je me suis exprimé sur les sanctions contre le Mali depuis le début de la crise. Merci.”

Après la réponse de mon ami qui m'a tout de suite donné raison, j'ai rajouté ceci :

“Les réseaux sociaux sont terribles et dangereux. Quelqu'un a décidé de façon péremptoire que cet audio était de moi et sans vérifier beaucoup de frères et de sœurs l'ont cru. Ma voix est quand même assez singulière et facilement reconnaissable. Vraiment dommage si celui qui m'a désigné comme auteur de cet audio l'a fait délibérément.

Mon attachement au Mali est très fort, viscéral et sans compromis et c'est très grave d'opérer une manipulation aussi grotesque et irresponsable !

Que Dieu garde le Mali et bénisse l'Afrique !

C.t. Gadio, Ancien MAE du Sénégal”.

En ma qualité d'Envoyé spécial de l'OIF, d'ancien Ministre des Affaires étrangères d'un pays jumeau du Mali, en ma posture de Panafricaniste convaincu qui cherche la formation d'une grande union politique de nos états libérés de toute domination y compris celle des terroristes et des entrepreneurs de l'économie criminelle, comment peut-on tenter de manipuler ma voix ou mes opinions pour m'engager dans ce genre de propos haineux contre une quelconque communauté africaine, les Peuls en particulier dont je suis un membre fier, connu et respecté.

Pour chercher un buzz, certains n'observent plus aucune limite.

Si c'est une machination politique contre moi, elle est odieuse et stérile. J'en ai connu de plus puissante et Dieu m'a toujours accompagné vers la lumière et la vérité car je suis un Africain debout et convaincu que la Renaissance africaine point à l'horizon.

Merci aux amis pour la vigilance contre toutes les manipulations et la recherche effrénée de la célébrité via le

triste adage : “pour être célèbre, il faut attaquer quelqu’un de célèbre !”

Quelle tristesse !” »

1.2. Les constats du 1^{er} cas de publication

La toute première réaction à la publication de l’audio indiquait déjà le doute quant à l’authenticité de cette publication. Le démenti de l’intéressé laisse voir l’usage de faux pour faire passer un message. Comme forme, se faire passer pour celui qui n’est pas, afin d’informer, ne sert pas la crise sécuritaire malienne. Une manipulation de forme alors même que le fond passe pour certains, en ce sens qu’ils se reconnaissent dans le message et lui donnent raison. Cette méthode d’usage de faux et de manipulation a pourtant obligé l’intéressé (Cheikh Tidiane GADIO) de sortir sur la place publique (média social), en faisant un démenti, en se justifiant et surtout en réaffirmant sa position sur la crise malienne ; une position favorable au Mali, au même titre que celle qu’on a voulu lui accorder mais avec des démarches différentes.

2. Le 2^{ème} cas de publication

Le deuxième cas d’exemple de publication sur la situation sécuritaire au Mali concerne une capture d’écran d’un profil. Publiée le 06 juin à 22h 25 minutes sur le groupe whatsapp *les enseignants de l’IUG*, qui annonce le message suivant :



2.1. Les réactions du 2^{ème} cas de publication

La 1^{ère} réaction à cette publication, faite à 22h 54, prend le contre-pied du message en ces termes « *Oh non c'était des tirs de sommation* ». A la même minute, une seconde réaction d'un autre internaute intervient « *OK. Les gens exagèrent souvent* », avant que celui qui a nuancé la publication ne l'appuie « *Exact* », une minute après (22H 55). C'est à 23h 34 que celui qui a posté la capture d'écran d'un profil sur le groupe intervient en postant le logo de « je valide » au message du troisième internaute (OK. Les gens exagèrent souvent). Ce qui met fin aux interventions sur la publication en question.

2.2. Les constats du 2^{ème} cas de publication

La forme de ce message laisse voir la quête de l'exclusivité ou du sensationnel et le fond peut susciter la peur chez le destinataire, au lieu de passer une information ; le manque d'exactitude à travers l'exagération, selon les réactions des internautes, montre une publication sans le recoupage de l'information et l'usage de légèreté coupable dans la diffusion de l'information sécuritaire. Tout cas du genre ne peut que desservir la crise sécuritaire au Mali.

3. Le 3^{ème} cas de publication

Le troisième cas d'exemple de publication sur la situation sécuritaire du Mali concerne cette fois-ci un communiqué officiel du gouvernement malien, à travers la direction de l'information et des relations publiques des armées, rattachée à l'état-major général des armées du ministère de la défense et des anciens combattants. Publiée le 22 juillet à 14h 51 minutes sur le groupe whatsapp *IDM Membres-Sympathisants*³³ par un membre du groupe. Le communiqué est le suivant :

³³Initiative islamique pour le Développement du Mali Membres-Sympathisants est un groupe whatsapp des anciens membres de l'amicale des anciens (2A) de la ligue Islamique des Elèves et Etudiants du Mali (LIEEMA) ; un groupe whatsapp de 243 participants créé le 23-10-2020 à 22h 03.



COMMUNIQUÉ N°050 DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DES ARMÉES

L'Etat-major Général des Armées informe l'opinion que les Forces Armées Maliennes viennent de contenir encore des tentatives désespérées des terroristes de la Katibat Macina qui, tôt ce matin aux environs de 05h00, ont tenté des actions Kamikaze avec 02 véhicules piégés bourrés d'explosifs contre une installation de la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et des Transports des Armées (DMHTA).

Les FAMA ont immédiatement procédé au bouclage de la zone tout en engageant les opérations de ratissage qui se poursuivent à l'heure.

Le bilan provisoire de cette attaque est de :

- **Côté FAMA** : 01 mort et 06 blessés dont 01 civil.
- **Côté Assallants** : 07 neutralisés, 08 interpellés et beaucoup de matériels récupérés.

L'Etat-major Général des Armées tient à rassurer la population que la situation est sous contrôle et qu'elle peut vaquer à ses occupations. Il rappelle également que rien ne serait de trop pour les Forces de Défense et de Sécurité à ramener le calme et la sérénité auprès des populations et à assurer la libre circulation des personnes et des biens.

L'Etat-major Général des Armées présente ses condoléances à la famille du soldat tombé et souhaite prompts rétablissements aux blessés militaires et civils.

L'Etat-major Général des Armées appelle à la vigilance des populations dont la protection et la sécurité restent la priorité et cela conformément au respect des Droits de l'Homme (DH) et du Droit International Humanitaire (DIH).

Bamako, le 22 juillet 2022

LE DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES
RELATIONS PUBLIQUES DES ARMEES

LE
DIRECTEUR
COLONEL BOULEYMANE DEMBELE
Cheminier de l'Armée nationale

3.1. Les constats du 3^{ème} cas de publication

Il n'y a eu aucune réaction directe à cette publication sur le groupe pendant le restant de cette journée. La forme de ce communiqué officiel épouse le format classique d'un document de relations presse, dans le cadre de la communication externe de n'importe quelle organisation professionnelle ; quoique l'absence d'un détail de taille, dans le communiqué, démontre la dédramatisation de la situation et l'orientation subjective du destinataire, en l'occurrence l'absence volontaire du nom de la localité où l'attaque a eu lieu à savoir « KATI ». La ville garnison où se trouve le président de la transition malienne, le Colonel Assimi Goita, à quelques centaines de mètres de la capitale malienne, Bamako. Toute une question de symbole fort franchi, pour les uns, et de contrôle de situation, pour les autres ; autrement dit, la symbolique du lieu, pour les faits, et du mot, pour la communication. Ce communiqué officiel sur les réseaux sociaux indique l'effort de communication des autorités militaires maliennes sur la crise sécuritaire à l'endroit de la population en l'informant.

4. Le 4^{ème} cas de publication

Le même jour à 17h 24, sur le même groupe whatsApp, il y a eu une autre publication officielle d'appel à aide de l'armée, par un autre internaute, constituant le quatrième cas d'exemple. Il s'agit d'une image-affiche comportant les renseignements d'un centre d'appel, avec une voix off expliquant le mode d'emploi en langue bambara.



En 1 minute et 12 secondes, l'explication de la voix off en langue bambara (sous fond de l'hymne national en bambara interprété en français) peut être interprétée comme suit :

« Chers concitoyens, c'est un appel à aide venant des autorités militaires du Mali : elles demandent à tout bon citoyen ayant aperçu une tierce personne suspecte ressemblante à un terroriste, partout au Mali, d'appeler une ligne verte, dans l'anonymat total et sans frais, aux 80001120 ou 80001122 ou +223 98-17-36-45 ou +223 98-17-36-75. Appeler, pour dénoncer les terroristes, c'est aider son pays et son armée ; c'est aussi sauvé une vie. Qu'ALLAH apaise tous les pays de l'Afrique. Qu'ALLAH rende paisible le Mali à notre présence ».

4.1. Les constats du 4^{ème} cas de publication

Il n'y a eu également aucune réaction directe à cette publication, pendant le restant de la journée du 22-07-2022, sur le groupe whatsapp. Encore, une fois de plus, cette affiche-annonce d'appel à l'aide des autorités maliennes prouve l'importance de

la communication et de l'information dans cette guerre asymétrique, quitte à passer par les médias sociaux pour atteindre les populations et les objectifs recherchés. Il est question, dans le fond du message, d'associer la population malienne à la lutte contre le terrorisme (ou l'insécurité) au Mali, en les dénonçant, pour aider le Mali, l'armée et sauver la vie humaine. C'est de la bonne guerre qui peut se faire par autres moyens que les armes.

5. Le 5^{ème} cas de publication

Le cinquième cas d'exemple de publication sur la situation sécuritaire au Mali est une audio anonyme. Publiée le 23 juillet 2022 à 16h 58 minutes sur le groupe whatsapp *Promo. Mali-Maroc 2002*³⁴ par un membre du groupe (à la suite d'un transfert). Une audio de 9 minutes et 15 secondes en langue bambara que voici l'interprétation :

« Assalam aleycoum waramadoulaye wa barakatou (Que la paix, la miséricorde et la baraka d'Allah soient sur vous), mon intervention (sortie sur le réseau), c'est pour répondre à une courte vidéo des gens de Kati, en quelques minutes, in chaa Allah (Si Dieu le veut). En ce jour, samedi, le 23 septième mois 2022, nous avons vu une courte vidéo des gens de Kati circulant sur les réseaux dans laquelle on dit que la population civile va fouiller Kati (à la recherche des suspects) : ce n'est pas grave ; s'ils le veulent, qu'ils le fassent ; cela n'est pas notre problème mais il y a une chose que, nous, nous voulons préciser au peuple malien ; qu'ils comprennent cela d'abord. Qu'ils sachent que, nous, nous ne combattons pas tout le pays. Qu'ils comprennent cela. Nous ne combattons pas tout le pays, du tout. Nous combattons l'Etat du pays. En plus, ce n'est pas l'Etat du pays, dans son entièreté que nous combattons mais plutôt ceux qui ne veulent

³⁴Un groupe whatsapp des anciens boursiers maliens au Maroc, après le baccalauréat de 2002 d'où Promotion Mali-Maroc 2002. Un groupe whatsapp de 26 participants qui a été créé le 25-03-2019 à 16h 29.

pas se séparer des occidentaux : ceux qui sont aujourd'hui avec la France et demain avec la Russie. Ceux qui ne veulent pas de l'application de la loi d'Allah sur sa terre, qui ne veulent pas de l'application de la charia du coran dans ce pays. Ceux qui menacent de mort les défenseurs de la charia, leurs pères, mères ou la destruction de leurs localités, leurs communautés ; donc, nous nous battons contre eux-là. Que la population civile comprenne cela d'abord, si elle comprend le bambara ; qu'elle comprenne cela d'abord ; cela veut dire ce que ça veut dire. Nous ne combattons ni le pays ni les populations, d'abord, mais il y a quelques-uns dans le pays contre qui nous nous battons. Mais, si vous montrez être de leur côté, en défenseurs de leur cause voire en conflit national et partout : soyez les bienvenues ! Encore une fois soyez les bienvenues ! Que vous compreniez cela. N'est-ce pas un véhicule kamikaze n'est jamais rentré dans un bar au Mali ? N'est-ce pas que la mosquée n'a jamais été détruite dans ce pays ? N'est-ce pas qu'un kamikaze ne s'est jamais explosé dans un concert ? N'est-ce pas qu'un kamikaze ne s'est jamais explosé dans un stade de football ? Avez-vous déjà vu, au Mali, un kamikaze s'explorer dans un marché ? Par Dieu, mes parents (compatriotes), si vous ne réfléchissez pas ! Encore, une fois, si vous ne réfléchissez pas ! S'ils fomentent et vous enroutent, vous allez savoir de quoi il est question ; c'est-à-dire vous méconnaissiez ceux à qui vous avez à faire. Vous méconnaissiez ceux contre qui vous vous battez. Par Dieu, si vous fomentez, in chaa Allah (Si Dieu le veut), nous allons tous voir de nos yeux et nous en expliquerons entre nous. Si vous voyez qu'un véhicule kamikaze venant de loin et tournant, tout en évitant vos marchés, vos salles de danse, vos stades de football et s'explode dans un camp militaire, vous devez savoir ceux contre qui nous nous battons, autant que vous réfléchissez ou que vous ayez l'islam dans votre cœur. Par Dieu, si vous vous montrez pareil à nos ennemis, cela nous facilite la tâche, en ce sens que nous n'aurons pas à détourner le véhicule kamikaze, en cherchant le camp, si toutefois vous les supportez. Que chaque citoyen doive protéger le pays : Dieu est grand. Vous vous amusez avec

cette phrase et vous jouez avec cette guerre. Par Dieu, si vous menez ce combat, étant trompés par les autres ; ce jour-là, il n'y aura plus de paix au Mali, si c'est la paix qu'on cherche au Mali. La raison est que, nous, nous pouvons combattre quelques-uns, une communauté, une ville voire la nation ; nous pouvons combattre toute une nation ; si vous ne le savez pas, sachez-le ; mais, vous n'êtes ni instruits ni cultivés et vous ne faites même pas de différence entre ceci et cela : soyez les bienvenues ! Venez ! C'est devant vous, avec la permission d'Allah. Vous le verrez si vous-le fomentez. Vous savez qu'il y a de ces pays où les kamikazes s'explorent dans les marchés faisant des victimes de populations civiles indénombrables ; cela se passe dans les stades de football, dans les bars, dans les salles de danse ou dans les concerts, dans certains endroits. Les chefs de ceux que vous combattez ont indiqué de ne tuer aucun civil sauf en cas de force major ou celui qui n'a pas pris d'arme (contre nous), de ne couper la route dans certaines localités, de n'empêcher certains marchés de se tenir, de ne pas effondrer certains ponts, de ne pas toucher à certaines églises ou certains concerts, d'abord. Sans pour autant comprendre tout cela, vous vous livrez à vouloir sortir, à vouloir fouiller ou ceci, cela. Par Dieu, si vous sortez en montrant que vous êtes pareil aux militaires, en étant d'accord à ce que les militaires disent, en menant la guerre comme eux, en considérant leurs ennemis comme vos ennemis ; ce jour-là, cette guerre sera facile car elle est facile s'il s'agit de raser tout Bamako ; Comment elle peut être difficile ? Elle ne sera pas difficile. Elle est difficile, pour nous, car on a des cibles et choses à éviter ou à ne pas verser le sang, c'est ce qu'on dit à nos combattants. Mais, si vous montrez explicitement : nous ne sommes que des avertisseurs ; et, nous, nous ne sommes que des annonceurs de message. Nous alertons mais nous connaissons ce qui va venir, chose que vous ignorez. Si vous vous mêlez de cette guerre, si Dieu le veut, par sa permission, vous allez le voir de vos yeux. Oui, dire qu'une seule personne ne doit pas protéger le pays ; partout où on crie, partout où il y a des difficultés, toute localité où il y a eu l'embargo, c'est cela

qu'ils ont inculqué aux gens. Que les citoyens doivent protéger le pays. Que chacun doit aider l'Etat. Toi, tu ne sais même pas sur quoi l'Etat est basé. Tu ne sais même pas le pourquoi de cette guerre. Nous, nous ne sommes pas d'une autre nationalité. Nous sommes des maliens. Personne n'est malien plus que nous. On le dit et le répète : Personne n'est malien plus que nous, dans ce pays. A nous tous, ce sont nos grands-pères, en semble, qui ont fait les guerres mondiales. Il leur a été accordé à tous l'indépendance de ce pays. Ce sont nos grands-pères à nous tous qui sont morts pendant la colonisation ; donc, si nous aussi, nous nous levons en disant que les lois qui régissent notre pays ne sont pas appropriées, à notre pays ; ce sont des lois venues d'ailleurs (occident) et doivent être abolies. Les occidentaux sont entrain de piller nos richesses, nous ne sommes pas d'accord. Les lois appliquées aux maliens ne sont ni celles de notre culture ni de notre Islam ; nous ne sommes pas d'accord. Si nous nous levons pour ce combat et c'est ce combat que nous menons que vous ignorez ; vous protestez, en disant : Combattons les ennemis, soutenons les militaires. Toi, tu ne sais même pas pourquoi cette guerre est menée. Vas-y. Tu le verras, si Dieu le veut. Ce que nous vous disons, vous supplions et vous avertissons, d'abord, est que là où vous voulez mener le combat vous est défavorable ; par Dieu, il vous est défavorable car si on dit "djihadiste", el moudjahidou, que certains disent terroriste : Ahh ! leur lutte est à géométrie variable. Ils ("djihadistes") peuvent combattre un certain nombre de gens, sans associer personne d'autre mais si la commune s'implique, ils la combattent, si la localité s'implique, ils la combattent et même si tout le pays s'implique, pour les combattre, ils le combattent, jusqu'à ce que nous ayons gain de cause (que vous soyez d'accord). Par Dieu, il n'existe point au-delà de ce que Dieu propose. Nous, nous sommes pour ce qu'Allah propose. Nous ne vous combattons pas pour vos richesses ; vos postes ne nous intéressent pas ; nous en foutons pas mal du fauteuil de Koulouba ; ce que nous voulons, c'est changé la loi du pays en charia ; si tu voles, qu'on te coupe la main, c'est Allah qui le dit ; si tu fais l'adultère, qu'on te lapide ; si

c'est la fornication, qu'on te fouette par cent coup de fouet ; si tu bois, qu'on te fouette ; que les bonnes mœurs demeurent dans le pays. Ne voyez-vous pas l'Afghanistan ? Ils vivent et ils vivent par la charia. On leur avait traité de tout : de terroristes, de suicidaires, de méchants, de vendeurs de drogue, traité de tout. Aujourd'hui, après avoir eu gain de cause, tous les pays au monde cherchent la coopération avec eux ; donc, c'est ce que nous voulons ; nous voulons que ce pays soit transformé et géré par la charia islamique. Nous ne voulons ni leurs argents, ni leurs postes ; qu'ils restent à leurs pouvoirs, à leurs postes militaires ou à tout ce qu'ils veulent mais qu'ils changent nos lois à ce qu'Allah veut ; c'est ce que nous demandons ; s'ils sont d'accord, tant mieux, sinon, qu'ils se préparent à toutes sortes de combats possibles. Le kamikaze s'est explosé à Kati. Pensez-vous que c'est seulement Kati ? Nous le verrons, si Dieu le veut et par sa permission. Vous vous levez, vous les militaires maliens maudits, avec les dosos (chasseurs traditionnels) pour massacrer les populations civiles dans les communautés, chaque jour, par dizaine, en les enterrant dans les fosses communes et après de faire un communiqué en disant qu'on a neutralisé tel nombre de terroristes, alors que ceux, avec qui les victimes vivaient, savaient qu'elles ne possédaient même pas des fusils à chasse ; et personne ne dit mot, ni les dogons, ni les bambaras, ni les peulhs, ni les sonrhais, ni les bellahs, ni les touaregs, ni les saracolets, absolument personne ne parle ; tout le monde se la ferme ; et certains même les applaudissent : Ahh ! l'armée monte ! Vagner a fait ceci ! Djénéba est partie là-bas ! Un tel est venu par-là ! Si Dieu le veut, ils le verront de leurs yeux ; c'est petit à petit, allons-y. Notre position n'a pas changé, d'hier à aujourd'hui : nous disons, tant que nous sommes sur la terre (vivants), il faut que la loi d'Allah s'applique dans le pays, sinon, il n'y a pas de tranquillité (paix). Il n'y aurait de paix que quand la charia viendra. Vous avez chassé la France, c'est vous qui les avez amenés. Vous les avez fait venir, et si Dieu le veut bien, c'est grâce à notre persévérance que vous les avez encore chassés. Vous êtes en train d'applaudir la Russie ; nous, nous ne disons

rien et nous continuons notre boulot ; vous allez les chasser eux aussi, si Dieu le veut bien et par sa permission. Assalam aleycoum waramadoulaye wa barakatou (Que la paix, la miséricorde et la baraka d’Allah soient sur vous). Le vocal a été trop long. »

5.1. Une partie des réactions du 5^{ème} cas de publication

C’est à 18h 44, 1 heure 45 minutes après, qu’il y a eu la 1^{ère} réaction à cette publication (qui comportait la mention : Transféré de nombreuses fois) en ces termes : « *Tu as filé un bon coup de main au terroriste en partageant son vocal 😊 tu l’as aidé à terroriser au moins une vingtaine de personnes* ». Un 2^{ème} internaute réagit à cette première réaction, 3 minutes après (18h 47), en écrivant :

« Avis partagé.

Je ne vois pas l’intérêt d’un tel partage, vraiment ».

6. Le 6^{ème} cas de publication

C’est à la suite de cette réaction que le sixième cas d’exemple de publication sur la situation sécuritaire Mali est posté, à 19h 24, par un 4^{ème} internaute :

« Depuis quelques heures, un vocal terroriste menaçant les paisibles populations civiles circule sur les réseaux. Ce vocal n’a autre objectif que de semer la peur au sein de la population afin qu’elle arrête de collaborer avec les FAMA.

**Pour minimiser tout cas de peur, évitons de partager ce vocal et restons dernière nos FAMA en leur donnant de l’information sur tout cas suspect.*

Restaurons à nous-mêmes un couvre-feu, c’est-à-dire ne pas faire de sortie, sauf urgence et indispensable course.

Maintenons nos enfants à la maison et restons auprès d’eux.

Abstenons-nous de faire circuler des informations sur des réseaux sociaux sans qu'elles soient publiées par nos autorités.

La menace est réelle. Mais la collaboration de la population en respectant les consignes des hautes autorités permettra de contenir ladite menace.

*Vigilance et méfiance de la population sont indispensables. *
Qu'Allah aide, protège et bénisse le Mali. Amen ».*

6.1. Les réactions du 5^{ème} (restant) et du 6^{ème} cas de publication

Un 5^{ème} internaute poste, à 19h 33, le signe d'OK (la pouce en vertical), comme 1^{ère} réaction à cette nouvelle publication (notre 6^{ème} publication).

Le tout 1^{er} internaute qui avait posté le vocal (notre 5^{ème} publication) réagit à 19h 54, à la toute première réaction (2^{ème} internaute) à son vocal posté, en écrivant : *«Je suis d'accord»*.

A 19h 58 et 19h 59, un 6^{ème} internaute écrit successivement ces deux phrases :

« Seul le Mali compte ».

« Nous devons être ensemble, dans cette période de notre histoire ».

Le 2^{ème} internaute répond, à 20h 07, à la réaction du 1^{er} internaute, à la suite de sa réaction à son vocal, par deux signes : Un signe des deux pommes de mains joints (salutation, respect...) et un autre signe de pouce en vertical (OK, d'accord, consentement...).

Un 7^{ème} internaute intervient, à 22h 13, sur la 5^{ème} publication, en répondant au 3^{ème} internaute (qui était d'accord avec la réaction du 2^{ème} internaute par rapport au poste du vocal) en écrivant :

« Moi, je pense que l'Etat n'a pas simplement joué son rôle. Si @... (1er internaute) avait reçu le poste de @... (4ème internaute) bien avant, il n'aurait pas partagé le vocal et il aurait mesuré le danger, tout en faisant confiance à la vigilance des Famas ; mais, sans information officielle, nous n'avons pas d'autres options que de partager ces genres d'informations pour que nos proches puissent prendre la menace terroriste au sérieux. En analysant les ressentis attaques, nous n'avons pas besoin d'être un expert militaire pour comprendre le message "Nous pouvons frapper à tout moment et partout puisque nous arrivons à frapper le cœur de votre dispositif sécuritaire". En d'autres termes, l'Etat a manqué à son rôle de sensibilisation et d'assurance de la population ».

Au même moment, ce 7^{ème} internaute réagit par rapport à la 6^{ème} publication aussi en écrivant :

« Merci pour l'information  »

La réplique du 3^{ème} internaute au 7^{ème} internaute intervient, à 22h 44, en deux temps :

« Pas vraiment d'accord avec toi.

Le fait de partager ou de ne pas partager ce vocal des terroristes dépend de la lecture de tout un chacun.

Quant au rôle de l'Etat, les numéros verts ont été communiqués depuis pour permettre à tout un chacun de contribuer à démasquer ces terroristes.»

« Nous devons tous savoir que le but de ces personnes est de créer la psychose chez la population et en cédant à la peur, ils auront atteint leur objectif. »

Le 7^{ème} internaute réplique aussi, à 22h 51, à la seconde partie du message de son interlocuteur, en écrivant :

« Je suis parfaitement d'accord mais à défaut d'avoir des informations officielles sur la menace, chaque canal devient un moyen de protéger les siens. Personnellement, je n'ai pas partagé le vocal mais j'avais déjà commencé à parler autour de moi de la menace. Nous ne devons toujours pas être à la réaction surtout après de tels événements ; l'Etat se doit de communiquer, parler au peuple, leur faire prendre conscience de la menace, tout en les rassurant. ».

L'interaction entre ces deux internautes s'achève par une réaction-conclusion du 3^{ème} internaute, à 22h 54, en ces termes :

« Nous sommes sur la même longueur d'onde.

Vigilance sur vigilance. »

Sans pour autant répondre à quelqu'un, le 6^{ème} internaute écrit, encore, pour une deuxième fois :

« Nous devons informer, sensibiliser nos proches, nos amis d'arrêter de filmer, partager ou publier les morts : L'être humain est sacré.

Je suis sûr que cette période va passer. »

Il y a eu deux réactions à cette nouvelle intervention du 6^{ème} internaute, qui ont mis fin aux interventions de la journée et à la fois aux deux publications traitées dans ce groupe whatsApp, il s'agit du 3^{ème} internaute qui poste un signe de pouce en vertical (OK, d'accord, consentement...) et du 5^{ème} internaute qui écrit : *« merci. . .(pseudo de celui à qui il répond) ».*

6.2. Les constats du 5^{ème} et 6^{ème} cas de publication

La 5^{ème} et la 6^{ème} publication traitent le même fait, indirectement, à savoir la suite de l'attaque de Kati. L'audio anonyme (notre 5^{ème} publication) ne réagit pas directement au communiqué officiel de l'attaque mais à une vidéo de la population de Kati ; la publication de réactions (notre 6^{ème} publication) à l'audio anonyme n'est non plus un communiqué ou publication

officielle de réaction à l'audio mais aussi un écrit anonyme. Les réactions des internautes arborent la nécessité ou pas de partager (transférer) un message reçu (histoire de ne pas aider les adversaires de l'Etat dans la diffusion de leur message. Doit-on à tout bout de champ transférer ou partager tout ce qu'on reçoit, sans pour autant vérifier sa véracité ou sa pertinence ?), *la peur ou la psychose alimentée par certains messages, les parades à utiliser contre les messages de peur ou de menace*, la responsabilité ou rôle de l'Etat et de tout un chacun dans la ventilation de l'information sécuritaire et la participation active de la population. Le fond du problème de la communication et de l'information entre l'Etat malien et ses protagonistes, autour de la situation de crise sécuritaire, sur ce sujet, est en réalité l'implication ou la non implication des populations civiles au conflit ; ces deux parties ne voient pas du même œil l'implication de la population civile, comme si le dénouement de la crise, en faveur ou défaveur d'un camp, viendrait de ce côté. Lorsqu' une partie de la population (et l'Etat) demande l'aide de toute la population, les adversaires armés appellent au contraire, en menaçant la population d'embrasement général de la situation.

Quant au fond de la question de l'insécurité, à travers l'attaque de Kati, nous pouvons faire quelques constats ci-après :

Si l'embrasement général, il y a, en matérialisant les menaces contre la population par les adversaires armés de l'Etat, faut-il craindre que leurs siens peuvent aussi être en danger car connus et localisables. En réalité, une population menacée doit être une population avertie ; elle doit être vigilante et jouer pleinement son rôle d'aide aux forces armées (du moment où elle est légaliste et demeure au juron de l'Etat) par des renseignements et la collaboration, chose que redoute les adversaires armés de l'Etat.

Cette sortie rare sur les réseaux des adversaires armés de l'Etat, après l'attaque de Kati, peut être une éventuelle proposition de négociation car les revendications sont aussi claires que possibles : au cas échéant, la personnalité qui aurait pu incarner et prendre en charge cette mission serait l'imam Mahamoud Dicko, si toutefois, il ne se serait pas embrouillé avec les autorités de la transition et avec aussi une grande partie de ses sympathisants et supporteurs, en raison de ses dernières prises de position et déclarations (après la lutte du M5-FRP³⁵ dont il était le guide spirituel) considérées comme anti idéaux-M5-FRP voire personnelles. Si propositions de négociation il y aurait, cela pourrait épargner des pertes en vies humaines des deux côtés. Il est à constater qu'il est préférable (souvent) que les forces s'affrontent pour que le vainqueur soit en position de force pendant les négociations car toute confrontation se termine au tour d'une table de paix, d'une manière ou d'une autre. Quels qu'en soient les comportements récents de l'imam Mahamoud Dicko, avant tout, c'est une personne humaine et non pas un ange ; sans lui (fer de lance de la lutte anti régime IBK), il n'y aurait pas de coup d'Etat, à plus forte raison une transition dont le mode d'emploi et l'orientation constituent la pomme de discorde. A-t-on déjà oublié tout ce qu'il a apporté de bienfaits à ce pays (une personnalité écoutée et suivie par la majorité au moment où le pays en avait besoin le plus) ?

Quelque part, les populations maliennes à majorité (95%) musulmane ne peuvent et ne doivent pas être allergiques à ce que proposent, au fond, les protagonistes à l'Etat malien, en ce sens que tout musulman sincère doit souhaiter et aimer l'instauration de la charia pour son meilleur cadre de vie ; cependant, il est contradictoire de proposer la charia en menaçant les populations et les mosquées par des kamikazes, ce qui peut faire sentir un parfum d'usurpation.

³⁵Le Mouvement du 5 juin- Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP).

La charia est un tout, à la fois, pour la gestion totale et complète de la communauté musulmane, et les non musulmans, et non pas une petite partie d'un ensemble touchant le pénal (couper la main des voleurs ou lapider ceux qui font l'adultère) ou concernant les signes extérieurs (porter le voile pour les femmes ou avoir le pantalon en dessus de la cheville pour les hommes). Ceux qui commencent l'application de la charia aux musulmans (autrement dit ceux qui prient déjà) par l'aspect pénal et vestimentaire (alors que ces aspects doivent et peuvent découler du degré de foi de tout musulman), tout en faisant fi de tout le reste, sont vraisemblablement des profanes en la matière, voire des ignorants de l'islam et de la charia. Certains cas vécus, évoqués par la population, des zones passées un moment sous leur contrôle, illustrent cette thèse : le premier exemple est qu'après avoir intimé un monsieur de rehausser son pantalon en dessus de la cheville, ce dernier leur a tendu, sur le champ, le pantalon en entier, en se déshabillant. Le second exemple est qu'ils ont exigé à une localité de séparer le marché en zone pour les hommes uniquement et une autre pour les femmes ; mais, après leur avoir posé la question si toutefois les uns peuvent aller à la zone des autres, la réponse confuse était « OUI ». Le troisième exemple est que comment peut-on demander, plus d'une fois par an, la zakat à une même population ? Celui qui récupère la zakat, par contrainte, en ayant une arme, en quoi est-il légitime de le faire ? Qui l'a mandaté ? Qu'est-ce qu'il en fait ?

Il arrive qu'une grande partie de cette majorité musulmane au Mali se ligue contre les "djihadistes", après leurs attaques à l'encontre des biens et des vies humaines, ce qui peut paraître une bonne chose, en même temps paradoxal (soi-disant musulmans contre prétendus musulmans sous fond de djihad, pour instaurer la charia) ; mais, il est encore mieux de se liguer aussi contre les injustices qui expliquent l'une des raisons de la présence au Mali d'un tel serpent à plusieurs têtes. Comment explique-t-on les applaudissements de certaines populations à

l'arrivée des "djihadistes" ? Quelque part, cela s'explique par leur équité dans l'administration de la justice entre les populations d'où la raison de certains ralliements et adhésions à leur cause ; comme le montre l'exemple médiatique de l'homme qui après avoir sollicité la justice étatique, pour une affaire commerciale avec une tierce, dont il n'a ni reçu son dû ni son remboursement, qui le traîne en report de justice et de verdict. C'est après avoir sollicité le jugement des "djihadistes" de derrière le fleuve (l'autre côté de la localité) qui, après avoir fait le constat, ont donné un ultimatum de quelques heures au protagoniste qui s'est automatiquement exécuté avant le temps imparti. L'injustice et l'impunité ont longtemps sévi dans le fin fond du Mali (et aussi en villes) par ceux-là mêmes qui devraient les empêcher, à savoir les préfets ou gouverneurs, les juges, les porteurs d'uniforme (surtout gendarmes, policiers, douaniers voire les agents des eaux et forêts et quelques brebis galeuses des autres corps) ; tant que l'injustice et l'impunité, à travers le piétinement des sans voix par ceux qui ont une parcelle de pouvoir ou qui incarnent l'Etat, demeureront, il y aurait toujours un phénomène de pourrissement qui peut paraître complexe, dont la seule solution est le rétablissement de la justice, de l'équité, de l'Etat de droit, de l'intégrité morale, du patriotisme voire des réels et sincères croyants (à ce en quoi ils croient).

Que nous les appelions terroristes, "djihadistes" ou brigands, lequel de ces termes convient le mieux ? Un serpent à plusieurs têtes, une façon d'expliquer la complexité de la crise sécuritaire au Mali, en ce sens qu'il y a un peu de tout de ce qui se présente comme défi à l'Etat malien : certains, parmi eux, semblent être manipulés par des puissances régionales et extra régionales à des fins géopolitiques, stratégiques voire économiques évidentes ; d'autres croient fermement qu'ils mènent une mission divine de libération du Mali, en instaurant la charia, sans pour autant cerner le contexte et l'enjeu ; manipulés par des leaders connus mais en cachette qui seraient idéologiquement et financièrement

liés à des puissances encore extra régionales, musulmanes et à l'aspiration théocratique ; de ce groupe, il y aurait des involontaires qui sont pris en otage d'une manière ou d'une autre et sont forcés d'y rester à contre cœur. De cette guerre asymétrique, d'autres sont tout simplement des bandits de grands chemins qui pillent, violent, tuent et ravagent ou offrent leurs services aux plus offrants, en raison de l'absence de l'autorité de l'Etat. Encore une fois de plus, de cette nébuleuse, pour ne pas les nommer, nous n'avons pas cité les divers groupes armés, au nord du Mali, à l'aspiration indépendantiste ou non, qui ne combattent plus ouvertement et officiellement l'Etat malien car étant dans un processus d'accord de paix.

Conclusion

Considérant notre question de recherche : quels usages les internautes de WhatsApp font de la question sécuritaire du Mali, et avec quels impacts ? l'objectif principal de cette étude était de parvenir à déterminer les impacts de WhatsApp sur la crise sécuritaire au Mali, à travers son mode d'emploi, avec comme résultat attendu de cerner les effets positifs ou négatifs.

En plus de différencier le réseau social du media social qui n'est que le canal du premier et de clarifier que WhatsApp est à la fois les deux, au sens général du terme, en ce sens que c'est un lien social d'interaction entre les internautes, nos trouvailles et leurs analyses ont pu répondre à la question de recherche.

Il s'est avéré, à travers les cas d'exemple de publication, que les internautes font divers usages de WhatsApp, en traitant le sujet sécuritaire du Mali, qui sont entre autres : le faux et l'usage de faux, en usurpant l'identité d'autrui et en manipulant l'opinion (impact négatif), l'exagération et le manque de précision par légèreté, sans recouper le message à diffuser (impact négatif), la dédramatisation voulue d'une situation, en orientant

subjectivement le destinataire par omission volontaire d'un élément clef du message, tout en assurant le devoir d'informer la population (effet plus ou moins positif), l'utilisation des médias sociaux pour la diffusion des annonces officielles, de la part de l'internaute fonctionnaire, par pragmatisme dans la mesure où tous les maliens sont presque sur ces réseaux actuellement (effet positif), la menace ou l'intimidation de la population, en créant la psychose, pour tel ou tel objectif (impact négatif) et l'espace de la réplique ou du droit de réponse, par des directives ou des modes d'emploi indiqués, pour telle ou telle cause (effet plus ou moins positif). L'hypothèse ayant été confirmée, selon laquelle les internautes font un usage inapproprié de WhatsApp en traitant le sujet sécuritaire au Mali, en ce sens que c'est seulement un cas de publication, sur six traités, qui a un effet positif sur cette crise sécuritaire, alors que trois cas de publication ont carrément des impacts négatifs et les deux restants en ont plus ou moins positifs. Nous avons utilisé une approche empirique basée sur l'observation de quelques exemples info-com en ligne ; ce qui nous a permis d'atteindre notre objectif de recherche alors qu'un nombre plus élevé de cas d'exemple sur plusieurs médias sociaux aurait pu nuancer ou aboutir à d'autres trouvailles différentes des nôtres.

L'implication possible de cette étude peut être l'extrême vigilance des internautes et des autorités quant à l'usage de WhatsApp, en particulier, et les médias sociaux, en général, en tant qu'une arme à double tranchant, surtout dans le domaine sécuritaire. Aussi d'autres recherches se laisseraient-elles apparaître, en fonction de certaines interrogations soulevées ici, comme : Doit-on tout publier ou transférer à tout bout de champ, sans pour autant vérifier la pertinence ou la véracité ?

Bibliographique

AGOSTINELLI Serge, LE DEUFF Olivier, 2014, *Réseaux sociaux entre médias et médiations*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux.

AL-BICHRI Tariq, 1982, *Mouvement national et mouvement islamiste*, Peuples méditerranéens.

HUMAN RIGHTS WATCH, 2017, *Le conflit armé au Mali et ses conséquences*, États-Unis, Recueil de documents 2012-2017.

LANIER Jaron, 2020, *Stop aux réseaux sociaux ! : 10 bonnes raisons de s'en méfier et de s'en libérer*, traduit de l'anglais (États-Unis) par BARDIAUX Gilles, Louvain la neuve, Boeck supérieur.

PRATAMA PUTRA Zico, 2018, *La Maîtrise de 37 Tours WhatsApp*, Independently Published.

THIAM Adam, mars 2017, *Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée*, Centre pour le dialogue humanitaire (financée par le royaume de Danemark au Mali), Institut du Macina.

Weblinks

<https://ohtasri.com/seo/chiffres-des-reseaux-sociaux-en-2021/> (consulté le 05-08-2022)

<https://www.leptidigital.fr › liste-reseaux-sociaux-14846> (consulté le 05-08-2022)

www.médiassociaux.fr (Lien utile de lecture)
www.whatsapp.com (Lien utile de lecture)